Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

24 mai 2004
N°124 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

RÉFORMES

Le modèle bushien d'assurance sociale

Le système de sécurité sociale états-unien classique prévoyait la souscription d'assurances privées par les travailleurs et le recours à l'aide sociale pour les autres. Le système devait être favorable aux consommateurs, mais George W. Bush l'a fait exploser. En trois ans, les primes d'assurance maladie ont augmenté de 48%. Incapables de faire face, 15% des États-uniens ont renoncé à s'assurer. Déjà 20 millions de salariés à plein temps sont privés de toute couverture sociale. Grassement financée par les grands laboratoires pharmaceutiques, l'équipe Bush œuvre à l'extension de son modèle au reste du monde.

page 2

Le statut ambigu de Salomé Zourabichvili

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Jacqueline Séjean, secrétaire général de la CFDT du ministère français des Affaires étrangères, dénonce l'incroyable contorsion de Salomé Zourabichvili. La diplomate, qui a eu accès à des informations hautement confidentielles, est devenue ministre des Affaires étrangères géorgienne. Cette opération a été présentée comme un gage de bonnes relations entre les deux pays, dans d'autres cas, elle aurait été qualifiée de haute trahison.

page 9

REPÈRE : 21 MAI 1960

L'armée française égorge des otages en Algérie

En Algérie, à Texenna dans le Nord Constantinois, l'unité de Benoist Rey, soldat appelé, infirmier, appréhende trois bergers, suspectés d'aider le FLN. Dans ses mémoires, il écrit « *Je n'ose les regarder, car je sais qu'ils sont condamnés. Au plus chaud de l'après-midi, le lieutenant R. commandant en second, fait un signe au caporal-chef B., un Corse militaire de carrière, un véritable tueur, sadique, "spécialiste" de l'égorgement. Les prisonniers ont les mains liées dans le dos. Le caporal-chef B. prend le premier, l'assomme d'un coup de bâton et l'égorge. Il en fait de même avec le deuxième. Le troisième, qui doit avoir dix-huit ans à peine, a compris. Au lieu d'essayer de se défendre, il tend la gorge au bourreau, lequel n'hésite pas et l'égorge avec la même sauvagerie. On met ensuite sur chaque corps à la gorge béante, où déjà sont les mouches, un écriteau :* "Tel est le sort réservé aux rebelles". *Le lendemain, le lieutenant R. assistera à la messe pour l'Ascension. Il a un crucifix au-dessus de son lit.* » (Source : Benoist Rey, *Les Égorgeurs*, Éditions de Minuit, 1961, saisi par la censure.) ■

UNE GUERRE PEUT EN CACHER UNE AUTRE

La guerre opposant le département d'État et la CIA au département de la Défense fait rage en Irak. Le 30 juin, Paul Bremer (représentant de Rumsfeld) devra abandonner le pouvoir politique au profit d'un gouvernement autochtone désigné par Lakdhar Brahimi (représentant de Kofi Annan) avec l'assentiment de Powell. Aussi, Rumsfeld prévoyait-il d'organiser en juillet un coup d'État en Irak pour reprendre le contrôle du pays en imposant son homme de paille, Ahmed Chalabi. Mais, un juge irakien « *indépendant* », feignant de suspecter que M. Chalabi complotait avec l'Iran, a procédé à une perquisition de ses bureaux où il a saisi de nombreux ordinateurs et documents, le 20 mai. Parmi eux, le fichier du *Mukhabarrat*, le service de renseignement de Saddam Hussein, que Chalabi avait récupéré à la chute de Bagdad et qu'il utilisait pour faire chanter les anciens dirigeants du pays, dont le magistrat enquêteur. ■

Réformes

Le modèle bushien d'assurance sociale

Le système de sécurité sociale états-unien classique prévoyait la souscription d'assurances privées par les travailleurs et le recours à l'aide sociale pour les autres. Le système devait être favorable aux consommateurs, mais George W. Bush l'a fait exploser. En trois ans, les primes d'assurance maladie ont augmenté de 48%. Incapables de faire face, 15% des États-uniens ont renoncé à s'assurer. Déjà 20 millions de salariés à plein temps sont privés de toute couverture sociale. Grassement financée par les grands laboratoires pharmaceutiques, l'équipe Bush œuvre à l'extension de son modèle au reste du monde.

Le système de santé aux États-Unis, qui couvre 127 millions de travailleurs, est un subtil mélange d'intérêt public et d'intérêts privés. Il n'y existe pas d'assurance nationale maladie comme en Europe, et les salariés sont invités à se garantir auprès de compagnies privées ou à quémander une aide sociale. Seules les personnes âgées et invalides peuvent bénéficier du programme fédéral Medicare, conçu en 1965 par l'administration Johnson pour assurer la prise en charge des hospitalisations et des prestations supplémentaires. Les grandes firmes pharmaceutiques, qui financent largement les campagnes politiques des élus, ont demandé - et obtenu grâce à George W. Bush - une refonte du système. Une réforme qui leur a permis, notamment, de démanteler tout le contrôle des

prix normalement imposé, dans tout État social, par le pouvoir politique.

Le prix des médicaments : un enjeu stratégique

En Europe, en Australie ou ailleurs, où les dépenses de santé sont prises en charge par l'État, celui-ci contrôle le prix des médicaments et des prestations pour ne pas rembourser de services surfacturés et conserver sa capacité de les payer. À l'inverse, aux États-Unis, la liberté accordée aux grands laboratoires pharmaceutiques de fixer librement le prix public de leurs médicaments rend impossible l'existence d'un système de sécurité sociale. On estime que l'extension de ce modèle au reste du monde provoquerait un doublement ou triplement des prix des médicaments sur le marché mondial.

Le système états-unien repose en effet sur « *l'idée [de] faire gérer la Sécurité sociale par des assureurs privés en concurrence* » [1]. Ceux-ci déterminent les médicaments qu'ils remboursent après en avoir négocié le prix avec les fabricants. Chaque médicament a donc plusieurs prix : un très élevé pour le public en général, et des prix plus faibles, variables selon les compagnies d'assurance privées qui les payent. Lorsque l'assuré a besoin d'un médicament qui ne figure pas sur la liste de produits remboursés annexée à son contrat, il peut négocier avec son assurance une « *autorisation provisoire* ».

Dans la même logique, les compagnies d'assurance créent « *des réseaux de médecins et d'hôpitaux que leurs adhérents doivent obligatoirement consulter s'ils veulent être remboursés. Elles dictent aux médecins jusqu'à la durée de la consultation (et ont même obligé l'American Medical Association à changer les règles de l'éthique médicale)* » [2]. La politique de santé est donc peu à peu façonnée par des critères de rentabilité très éloignés des principes de la santé publique.

Des dépenses de santé en hausse constante

Contrairement à ce que prétendent des économistes pseudo-libéraux, le marché du médicament a besoin d'être fortement réglementé pour que la libre concurrence puisse s'y appliquer. Dans bien des cas, la demande est contrainte : il s'agit d'une question de survie. Le malade ne peut pas se permettre de ne pas prendre le médicament dont il a besoin et il n'existe pas de produits concurrents. Le fabricant peut alors lui vendre à n'importe quel prix. De même, dans bien des cas, l'offre n'est pas concurrentielle : s'il existe plusieurs médicaments rivaux, les fabricants sont si peu nombreux qu'ils s'organisent en cartels. Ils peuvent fixer leur prix par agrément entre eux et non pour répondre de manière équilibrée à la demande.

Le « *libéralisme* » du système de santé états-unien n'est qu'un slogan et son efficacité est une pure illusion : aujourd'hui, les dépenses de santé avoisinent les 15 % du PIB national, avec une prévision de 17,7 % en 2012. Par comparaison, la France y consacre un peu plus de 9 % de son PIB. Pourtant, d'après les statistiques de l'OCDE, le service global du domaine de la santé est moins bon aux États-Unis que dans la plupart des pays européens. Ce qui conduit à évaluer « *le surcoût de la prise en charge de l'assurance maladie par des assurances privées* » à un chiffre supérieur à 50 %.

Deuxième problème : la cartellisation de l'industrie pharmaceutique atteint les compagnies d'assurance privées. Leurs cotisations sont en hausse, et les entreprises qui y souscrivent pour leurs employés s'en plaignent. Les assureurs affirment qu'ils ne font que répercuter la hausse du prix des médicaments alors même qu'ils négocient les prix directement avec les fabricants. Les employeurs états-uniens, lassés de payer des primes tous les jours plus élevées, évoquent donc désormais un possible *« "détournement" de cet argent au profit unique des compagnies d'assurance »* [3]. En 2003, les primes d'assurance ont augmenté de 13,9 %, *« alors que les frais d'hospitalisation et de consultation n'ont augmenté que de 11% et le prix des biens manufacturés de 2,4% seulement »* [4]. Il s'agit, d'après la Kaiser Family Foundation, de *« la troisième année consécutive d'augmentation à deux chiffres »* [5].

Ce qui pose un problème en cascade au sein des entreprises qui souscrivent de telles assurances pour leurs salariés : la hausse des cotisations les incite à faire prendre en charge une part de plus en plus importante de celles-ci par leurs employés. En trois ans, les plans d'assurance maladie gérés par les employeurs ont subi une hausse de prix de 48 %. Du coup, *« près des deux tiers des grandes entreprises ont augmenté la participation de leurs employés aux coûts des plans de santé en 2003 »* [6] : quand, auparavant, ceux-ci payaient un simple forfait mensuel, leur ouvrant accès au remboursement de leurs soins, ils sont aujourd'hui de plus en plus nombreux à s'acquitter d'un pourcentage du prix de leurs médicaments. Ainsi, *« les employeurs disent espérer que des travailleurs mieux informés et contraints à payer leurs médicaments plus cher auront tendance à demander des génériques ou des produits en vente libre à la place des médicaments sur ordonnance »*.

Les employés subissent donc une triple pression : celle de l'industrie pharmaceutique qui fixe des prix de plus en plus élevés, celle des compagnies d'assurance qui les répercutent tout en augmentant leur marge, et celle de leur employeur qui augmente la part salariale des cotisations. Incapables de faire face, certains d'entre eux sont contraints de renoncer aux assurances privées et de solliciter une aide sociale.

La hausse des prix des médicaments est bien réelle et, accompagnée de façon corrélative par la hausse des primes des assurances privées. De 1997 à 2001, le coût moyen du médicament est ainsi passé à 449 dollars par an, soit une augmentation de 50% en cinq ans.

La spirale inflationniste se nourrit elle-même. Pour inciter les assureurs privés à inscrire tel ou tel médicament sur leur liste des produits remboursés, les fabricants doivent les faire connaître et demander par les « *consommateurs* ». De même, pour conserver leurs marges, ils doivent imposer sur le marché de nouveaux médicaments, appelés à remplacer *« ceux qui ne sont plus, ou ne seront bientôt plus, protégés par un brevet »* [7]. L'industrie pharmaceutique a donc obtenu le droit de faire de la publicité dans les journaux et à la télévision. Elle y consacre 2,6 milliards de dollars par an. Un budget qu'il lui faut répercuter sur les prix.

Du coup, le nombre d'États-Uniens non assurés est passé à 43,6 millions en 2003, soit 2,4 millions de plus qu'en 2002 et 15,2 % de la population. On

compte, parmi eux, 8,5 millions d'enfants, soit 11,6 % des moins de 18 ans. Plus inquiétant encore, le phénomène concerne également 19,9 millions de travailleurs à temps plein et devrait s'accentuer dans les années à venir.

Une couverture sociale en peau de chagrin

Cette hausse des coûts a des conséquences sérieuses sur l'économie de la santé. Pour y faire face, un nombre croissant de d'assurances refuse de rembourser les médicaments les plus chers si le patient n'a pas au préalable tenté de se soigner grâce à un traitement moins coûteux à base de génériques. Exemple de médicament non remboursé : le Zetia, parce qu'il existe d'autres anticholestérols tel que la Lovastatine, version générique du Mecavor. De même, la Claritine, désormais en vente libre, permet à certains organismes de refuser de rembourser d'autres antiallergiques tels que l'Allegra, le Zertex et le Clarinex.

Du coup, les dépenses de santé, qui subissent depuis plusieurs années une croissance à deux chiffres, sont en train de ralentir : le nombre des ordonnances a augmenté de seulement 3 % en 2003, contre 5% au seul premier trimestre de 2002. Ceci s'explique, d'une part, par le refus d'un certain nombre de patients de soigner ce qu'il y a de moins urgent (de nombreuses opérations du genou ont ainsi été décommandées, de même que des traitements anti-grippe). D'autre part, ce léger reflux serait lié au déclassement de la Claritine, qui a réduit les demandes de remboursement des autres antiallergiques. Le même phénomène pourrait bientôt toucher les médicaments liés aux ulcères et aux douleurs d'estomac, puisque le Prilosec, médicament d'usage courant, devrait bientôt lui aussi être mis en vente libre. Mais, d'après Milt Freudenheim, *« ce genre de baisse est illusoire »* [8] : en effet, *« quand les médicaments déclassés ne sont plus couverts par les assurances, ce sont les consommateurs qui paient. Ce sont donc eux qui font les frais des économies réalisées par les assurances »*.

« Balkaniser » Medicare

Pour compenser la violence du système, il existe cependant deux programmes fédéraux visant à donner une couverture sociale partielle aux plus faibles : Medicare pour les personnes âgées et les invalides, et Medicaid pour les démunis. L'existence de ce filet de sécurité gêne la politique commerciale des grands groupes pharmaceutiques. Aussi se sont-ils appliqués, sous la mandature de George W. Bush, à les réduire en miettes.

Pour empêcher l'organisme fédéral de venir perturber leur jeu, les laboratoires ont fait modifier la loi : il est interdit à Medicare de négocier les prix des médicaments et d'établir des règles limitatives d'usage. L'administration doit toujours payer le prix fort, tandis que les assureurs privés ont le monopole du marchandage. En outre, les laboratoires, qui disposent de nombreux relais au Congrès, ont obtenu le plafonnement du budget de Medicare à 400 milliards de dollars sur dix ans, de 2006 à 2016.

Enfin, le système fédéral est balkanisé et le service public est sous-traité par des compagnies privées. Faire des économies devient donc une nécessité : Robin Toner cite ainsi le cas de Secure Horizons, *« une grosse société Medicare de Californie [qui] ne couvre plus que les génériques dans la plupart de ses*

plans ». L'accès aux soins se retrouve ainsi sacrifié par le service public au nom de l'équilibre budgétaire au moment où les usagers sont de plus en plus en plus nombreux.

Le programme d'aide sociale aux plus démunis, Medicaid, est débordé par l'afflux de non-assurés. En 2002, 10,5 millions des pauvres administrativement enregistrés (qui représentent à peine 30 % de ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté) ne disposaient d'aucune assurance maladie.

Ce problème suscite l'inquiétude d'une partie de la population, qui se sent menacée par les réformes successives, qui rognent un peu plus à chaque fois les restes de l'État providence rooseveltien. Un sondage CNN-USA Today indiquait en 2003 que 43% des citoyens états-uniens considèrent comme « *décisive* » la position des candidats à l'élection présidentielle sur les systèmes sociaux. Une question moins importante que le terrorisme et la situation économique, à leurs yeux, mais plus que l'environnement ou l'impôt [9]. L'administration républicaine commence donc déjà à formuler des solutions : le clan Bush propose d'accorder des réductions d'impôts aux non-assurés, afin qu'ils puissent s'offrir une assurance. Une manne fournie par l'État et qui tomberait directement dans l'escarcelle des grandes compagnies d'assurance.

Loin d'agir en fonction des intérêts de sa population et de constater l'échec de ce système, le gouvernement des États-Unis tente de l'imposer au monde entier, en même temps que l'idéologie qui le sous-tend. À chaque fois qu'il négocie des accords commerciaux dans le domaine scientifique et médical, Washington promeut les intérêts de ses grands laboratoires et tente d'imposer la libre fixation des prix des médicaments sur le marché national. Ce qui a une conséquence inévitable : comme l'écrit Philippe Pignarre, dans sa présentation d'*A la santé des Américains*, « *pour libérer les prix des médicaments, il faut amener les États à démanteler leur système de couverture sociale nationale. Ou, inversement, en démantelant la Sécurité sociale, on rend possible une future libération des prix des médicaments* ».

Un lobbying payant auprès de l'administration Bush

On comprend mieux la prévenance de l'administration Bush à l'égard de l'industrie pharmaceutique lorsqu'on observe l'importance de celle-ci dans le financement de la campagne des Républicains en 2000 et 2002. Les cinq plus gros contributeurs au financement politique issus de l'industrie pharmaceutique - Pharmaceutocal Research & Manufacturers of America (PhRMA), Bristol-Myers Squibb, Pfizer, Pharmacia Corporation (absorbée, depuis, par Pfizer) et Eli Lilly - ont consacré 87 % de leurs dons, soit 11,2 millions de dollars, aux comités nationaux républicains, contre 1,7 millions de dollars aux Démocrates [10]. Individuellement, Pfizer représente le quatrième donateur du Parti républicain, PhRMA le quatorzième et Bristol-Myers Squibb le seizième.

Dans une déposition sous serment effectuée en 2002, la représentante légale de PhRMA, Judith Bello, a explicité les raisons de ce soutien à un seul des deux partis : selon elle, les Républicains seraient tout simplement « *souvent plus favorables à des approches en termes de marché* », et non de santé publique. Le *Washington Post* a révélé comment, au cours des dix dernières années, la

société avait dépensé plus d'un milliard de dollars pour *« influencer le processus décisionnel à Washington »*, en louant les services de plus de 600 lobbyistes, dont de nombreux anciens parlementaires. Mi 2003, le *New York Times* a également révélé, sur la base de documents confidentiels internes à PhRMA, que l'organisation de lobbying projetait de dépenser, cette année-là, 150 millions de dollars au niveau étatique, fédéral et international, soit une augmentation de 23 % par rapport à 2002. Le but étant, selon un mémo interne, de lutter contre la *« diabolisation de l'industrie »* qui menacerait *« d'accroître sa vulnérabilité »*. Comme le note Charles Lewis, du Center for Public Integrity, *« quelques semaines à peine après que ces documents ont remonté à la surface, le Congrès a fait passer »* une législation en tout point semblable à celle décrite dans le memo, avec le soutien de la Maison Blanche. Une décision saluée comme il se doit par Alan Holmer, le président de PhRMA (photo) : *« Nous applaudissons le Sénat et la Chambre pour leur action »*, déclara-t-il à cette occasion [11].

Cette proximité entre laboratoires pharmaceutiques et administration républicaine est attestée par la composition actuelle de l'équipe Bush. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a dirigé Searle (devenu Pharmacia), de 1977 à 1985, puis Amylin Pharmaceuticals et Gilead Science. De son côté, Mitch Daniels, directeur de l'Office of Management and Budget (équivalent états-unien du ministre du Budget), a siégé au comité directeur de la société Eli Lilly.

À l'heure où les responsables politiques français de l'UMP prévoient une importante réforme de la Sécurité sociale, il semble pertinent de rappeler que l'exemple des États-Unis version Bush, si souvent cité avec complaisance par les théoriciens pseudo-libéraux de l'Hexagone, n'est pas nécessairement un modèle à suivre [12].

Paul Labarique

---

[1] Préface de *A la santé des Américains ! Les risques de la privatisation*, rédigée par Philippe Pignarre, Les empêcheurs de penser en rond, 2004.

[2] *Ibid*.

[3] *Ibid*.

[4] « Employees Paying Ever-Bigger Share for Health Care », par Milt Freudenheim, *New York Times*, 10 septembre 2003.

[5] « Boiling Brew : Politics and Health Insurance Gap », par Robin Toner, *New York Times*, 30 septembre 2003.

[6] « Employees Paying Ever-Bigger Share for Health Care », op.cit.

[7] « Workers Paying a Larger Share for Drug Plans », par Milt Freudenheim, *New York Times*, 12 juin 2003.

[8] *Ibid*.

[9] « Boiling Brew : Politics and Health Insurance Gap », *New York Times*, 30 septembre 2003.

[10] *The Buying of the President 2004 - Who's Really Bankrolling Bush and His Democratic Challengers - and What They Excpect in Return*, par Charles Lewis, Center for Public Integrity, 2004.

[11] *The Buying of the President 2004*, op.cit.

[12] Sur les projets de réforme de la sécurité sociale française, le lecteur se reportera à deux numéros de la revue *Combat* : « Vive la sécu ! » (septembre 2003) et « Santé : Qui décide ? » (mars 2004).

RENDEZ-VOUS SUR LE FORUM DES ABONNÉS

- Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

Le statut ambigu de Salomé Zourabichvili

Analyse

Jacqueline Séjean, secrétaire général du syndicat CFDT du ministère français des Affaires étrangères, dénonce dans *Le Monde* l'incroyable contorsion de Salomé Zourabichvili. La diplomate, qui a eu accès à des informations hautement confidentielles, est passée au service d'un État étranger, la Géorgie, dont elle est devenue ministre des Affaires étrangères, sans pour autant abandonner clairement son statut dans la fonction publique française. Cette opération a été présentée comme un gage de bonnes relations entre les deux pays, dans d'autres cas, elle aurait été qualifiée de haute trahison.

Le conseiller juridique de George W. Bush, Alberto R. Gonzales, argumente dans l'*International Herald Tribune* pour justifier les violations des droits des détenus de Guantanamo et d'Irak. Il assure qu'accorder le statut de prisonniers de guerre aux combattants d'Afghanistan et d'Irak serait les encourager au crime, étant entendu que les États-Unis ne se sentent pas contraints de le faire puisqu'ils ne ressortent pas d'armées régulières. La ficelle est classique : toutes les armées d'occupation et leurs collaborateurs qualifient les résistants de terroristes. Ainsi, à quelques jours des manifestations anniversaires du débarquement allié, on se souvient que Charles De Gaulle et bien des résistants français, qui seront honorés, furent condamnés pour terrorisme par les collaborateurs de l'armée d'occupation.
Loin d'accepter ces explications embrouillées, le philosophe Michael Walzer revient dans *Le Monde* sur la responsabilité de l'administration Bush dans les traitements inhumains et dégradants infligés aux détenus de Guantanamo et d'Irak. Son indignation est d'autant plus notable qu'il est un défenseur de la raison d'État au point de justifier les assassinats ciblés et l'usage de la torture par Israël. Mais l'ampleur des violations des Droits de l'homme lui paraît

immorale, d'autant qu'elle est inutile et dangereuse. Aussi, pour rétablir un ordre du monde où les États-Unis jouiraient d'une autorité non seulement militaire, mais aussi morale, il appelle à contraindre l'administration Bush à la démission et prend position pour John Kerry.

Le député conservateur britannique Crispin Blunt, en mission en Irak, jette un regard lucide sur la situation. Il souligne dans le *Guardian* que, comme en 1920, les soldats britanniques ont été acclamés en libérateurs avant d'être rejetés comme occupants. Ce renversement n'est pas le fait de l'ingratitude des Irakiens, mais de l'ambivalence de la Coalition. Pour être ressentis comme des libérateurs, les Britanniques doivent se comporter en libérateurs, c'est-à-dire remettre le pouvoir à un gouvernement choisi par les Irakiens, quel qu'il soit. La proposition Rumsfeld de renforcer les troupes ne fera que délégitimer un peu plus la Coalition. Il faut au contraire se retirer d'Irak.
James Steinberg et Michael O'Hanlon partagent cette analyse du point de vue états-unien. Dans le *Washington Post*, il soulignent que le peuple irakien est aujourd'hui majoritairement opposé à la Coalition. Le seul moyen de ne pas voir surgir rapidement un gouvernement hostile serait de se dégager progressivement au profit de l'ONU.

Enfin, Shlomo Avineri poursuit sa quête d'exemples étrangers pour justifier le point de vue singulier d'Israël. Dans le *Jerusalem Post*, il stigmatise l'étouffement des nationalismes kurde, berbère et maronite en pays arabe et plaide pour la reconnaissance du nationalisme juif au Moyen-Orient par les nationalistes arabes. Mais le propos n'a que l'apparence de la logique puisqu'il mêle deux définitions contradictoires du nationalisme. Si les Kurdes et les Berbères sont liés par une culture, les juifs israéliens et les maronites libanais le sont par une foi.

Réseau Voltaire

Jacqueline Séjean

Consul de France à Sarrebruck en Allemagne, Jacqueline Séjean est secrétaire générale de la CFDT du ministère des Affaires étrangères français.

« Ambassadrice ou ministre, il faut choisir... »

Source : Le Monde
Référence : « Ambassadrice ou ministre, il faut choisir... », par Jacqueline Séjean, *Le Monde*, 18 mai 2004.

Il y a quelques semaines, nous apprenions avec stupéfaction lors de la visite de Mikhail Saakashvili en France que l'ambassadrice de France en Géorgie, Salomé Zourabichvili, était nommée ministre des Affaires étrangères de Géorgie avec l'assentiment de Jacques Chirac. Nous avons également été surpris par les réactions à cette nomination car [ce « passage » des fonctions d'ambassadrice à celui de ministre des Affaires étrangères d'un autre État, de

surcroît ex-République soviétique se trouvant dans une zone toujours instable, soulève un certain nombre de questions [1].

Où est l'intérêt de la France dans cette nomination et qu'en est-il du respect des règles ? En tant qu'ambassadrice, Mme Z. a, en effet, assisté à la conférence des ambassadeurs où sont définis les politiques étrangères de la France région par région et thème par thème. À qui fera-t-on croire que les intérêts de la France coïncident avec ceux de la Géorgie ? Remarquons à ce propos qu'il est étonnant que Mme Z., qui a alterné des affectations où elle a eu accès à des informations hautement confidentielles, notamment sur le conflit du Caucase, ait été nommée dans le pays où elle avait des attaches et dont son conjoint a la nationalité. Il faut savoir aussi que l'administration des Affaires étrangères estime normalement que maintenir au-delà de trois ans un agent dans le pays dont son conjoint est originaire peut mettre en péril la sécurité de l'État. Les règles de sécurité ont elle encore cours à Tbilissi ? En comparaison, le rapprochement des représentations diplomatiques de la France et de l'Allemagne reste à l'état de projet.

Il existe aussi des questions statutaires problématiques : Quel est aujourd'hui le statut exact de notre ex-diplomate ? A-t-elle démissionné ou appartient-elle toujours à la fonction publique française ? Si oui, on voit mal quelle position statutaire pourrait convenir à son cas. Aucune disposition n'est prévue pour des fonctions politiques dans un gouvernement étranger. Mme Z. continue-t-elle à être rémunérée par l'administration française ? On est curieux de savoir ce que répondra l'administration à ces questions légitimes.

Elle affirme que ses nouvelles fonctions vont renforcer les liens entre nos deux pays, gageons que les réactions à de tels propos auraient été reçus très différemment si le cas de figure s'était présenté avec un pays africain.

---

[1] Voir à ce propos notre article *Coups de maîtres sur l'échiquier géorgien*.

Alberto R. Gonzales

Ancien secrétaire d'État et président de la Cour suprême du Texas, Alberto R. Gonzales est conseiller juridique de George W. Bush.

« Guantanamo et l'Irak : les règles de la loi et les règles de la guerre »

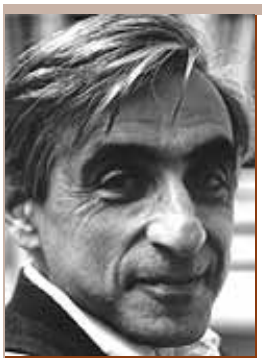
Source : International Herald Tribune
Référence : « Guantanamo and Iraq : The rule of law and the rules of war », par Alberto R. Gonzales, *International Herald Tribune*, 18 mai 2004.

Alors que des questions sont soulevées sur le traitement des prisonniers à Guantanamo et en Irak, il est important de revenir sur les origines de la politique pertinente et humaine des États-Unis sur cette question.

Après qu'Al Qaïda ait tué 3000 personnes le 11 septembre 2001, le président George W. Bush a présenté au Congrès la nature de la guerre au terrorisme et a expliqué que cette guerre n'avait rien à voir avec les campagnes dans lesquelles les États-Unis avaient déjà été impliqués. En février 2002, il détermina que les terroristes d'Al Qaïda ne pouvaient pas disposer du statut de prisonnier de

guerre tel que défini par la troisième Convention de Genève car Al Qaïda n'était pas un État. Les combattants talibans ne pouvaient pas en bénéficier non plus car ils ne s'étaient pas distingué clairement des civils comme les combattants doivent le faire.
Toutefois, les États-Unis restent attachés à la Convention de Genève et les détenus de Guantanamo sont traités humainement et dans le respect des principes de cette Convention. Cependant, accorder le statut de prisonnier de guerre à des terroristes vicieux serait un encouragement et une légitimation de leurs actions, une incitation à leur faire poursuivre le combat en dehors des lois de la guerre. L'Irak est une situation différente et les détenus sont traités comme des prisonniers de guerre même si des abus ont été commis. Ces abus ne reflètent pas le comportement général de l'armée états-unienne et les coupables seront punis.

Michael Walzer



Michael Walzer est philosophe, historien de la pensée politique et théoricien de la « guerre juste ». Il est membre de l'Institute for Advanced Study de l'Université de Princeton et administrateur de l'université hébraïque de Jérusalem.

« Pour une sanction par les urnes »

Source : Le Monde
Référence : « Pour une sanction par les urnes », par Michael Walzer, *Le Monde*, 18 mai 2004.

Nous ne devrions pas être étonnés par le traitement réservé aux prisonniers en Irak. La guerre engendre ces comportements car la peur et la colère y sont associées à la puissance incontestée. Seul un effort soutenu de discipline et d'apprentissage des règles de la guerre aux soldats empêche les mauvais traitements. Cela nécessite un engagement des dirigeants politiques et militaires mais malheureusement, ils ne semblent pas trop concernés par cette question.
Je crois que les chefs militaires croient aux règles du droit de la guerre car ils sont conscients du principe de réciprocité que cela implique, mais le gouvernement de Washington semble agir sans conscience morale et sans idée de ce que signifie la réciprocité. Le Pentagone de Donald Rumsfeld a placé les prisonniers irakiens dans les mains de réservistes qui ignorent tout des règles à respecter et de prestataires expérimentés dans les mauvais traitements. Certains réservistes ont cru que c'était leur devoir d'agir ainsi pour affaiblir la résistance des prisonniers.
Ces évènements sont honteux, mais ils ne cadrent que trop bien avec les attitudes et politiques de l'administration Bush. Ces pratiques illustrent la privatisation des armées, une tendance qui masque partiellement le coût de la guerre et mine les structures de responsabilités fiscales des armées. Par ailleurs les prestataires civils bénéficient d'une immunité presque totale. Ces actes montrent également à quel point l'administration Bush méprise le droit dès qu'il entre en contradiction avec ses objectifs. C'est ce qui a entraîné la création du statut de « combattant ennemi illégal », qui prive de droits les détenus. Les prisonniers d'Irak ne sont pas mieux traités bien qu'ils bénéficient théoriquement d'un meilleur statut.
Le gouvernement américain va punir les jeunes soldats responsables de ces

actes et peut-être même leurs supérieurs directs, mais nous devons apporter pour notre part un autre type de réponse et de sanction en contraignant les responsables politiques à la démission ou au moins en votant contre eux.

Crispin Blunt

Crispin Blunt est député conservateur, ancien conseiller au ministère de la Défense britannique (1993-1997). Il est actuellement en Irak avec la Commission de la Défense de la Chambre des Communes.

« Nous sommes désormais le problème en Irak »

Source : The Guardian
Référence : « We are now the problem in Iraq », par Crispin Blunt, *The Guardian*, 18 mai 2004.

J'ai voté en faveur de la Guerre d'Irak, non pas à cause des armes de destruction massive, mais car cela offrait la possibilité de renverser Saddam Hussein. En 1991, nous avions échoué à le faire et cela avait conduit à une répression et à des sanctions économiques qui n'avaient pas touché le pouvoir irakien, mais avaient été terribles pour la population. La volonté d'action des États-Unis après le 11 septembre nous en a donné l'occasion. Les avantages et inconvénients de l'intervention sont désormais du passé, nous devons maintenant analyser ceux de l'occupation. Comme la situation a changé, nous devons nous adapter.

Nous avons résolu le problème de Saddam Hussein, mais nous ne pouvons pas résoudre le problème de l'Irak et nous sommes même devenus une part du problème. Le Pentagone est en train de prévoir un accroissement des troupes en Irak alors qu'il faut prévoir notre départ au contraire. En 1920, les Britanniques avaient d'abord été vus en Irak comme des libérateurs face à la présence ottomane, mais avaient très vite été considérés comme des occupants. Aujourd'hui, nous faisons face à la même situation et les Irakiens soutiennent de plus en plus les insurgés.

D'une certaine manière, le soulèvement de Faludja nous a offert une solution : en ressuscitant une figure respectée de l'ancien régime irakien pour diriger les forces de l'ordre dans la région, la Coalition a donné un visage irakien à la politique de stabilisation. Cela fait cependant peser un risque pour la politique de déba'asification, essentielle pour la démocratisation de l'Irak. Dans le sud, il faudrait nommer un chiite mais, même mal entraînées, des forces locales parviendront mieux à rétablir l'ordre que les forces de la Coalition. Cette règle est transposable au pouvoir politique.

Un départ d'Irak est également essentiel pour restaurer l'autorité morale des valeurs libérales dans le monde arabe, ce qui est essentiel à la démocratisation de la région et à la guerre au terrorisme.

Michael E. O'Hanlon, James Steinberg

Michael E. O'Hanlon est membre de la Brookings Institution.

James Steinberg a été analyste à la Rand Corporation, conseiller de Edward M. Kennedy et vice conseiller de sécurité national de Bill Clinton. Il est vice président et directeur des politiques étrangères de la Brookings Institution.

« Fixer une date de départ »

Source : Washington Post
Référence : « Set a Date to Pull Out », par James Steinberg et Michael O'Hanlon, *Washington Post*, 18 mai 2004.

La politique américaine en Irak fait face à une crise. Les principaux dirigeants politiques états-uniens, dont George W. Bush et John Kerry, continuent d'affirmer que nous devons rester en Irak tant que nous n'aurons pas fini notre mission, mais les slogans électoraux sont insuffisants pour sortir d'une politique qui a échoué. Le succès de la mission dépend de la croyance des Irakiens dans le bien fondé de notre présence et cette croyance ne cesse de s'éroder.
Tant que nous n'aurons pas restauré la confiance des Irakiens dans notre rôle, l'échec n'est pas une option, c'est une probabilité car la question n'est plus combien de temps nous allons rester, mais de combien de temps disposons nous avant que les Irakiens nous chassent. L'incapacité des États-Unis à rétablir les services de base, puis les abus contre les prisonniers irakiens ont pour conséquence que, pour la première fois, les Irakiens estiment majoritairement que leur pays était mieux sous Saddam Hussein. Le problème vient de notre ambivalence vis-à-vis de l'Irak. Nous nous prétendons des libérateurs, mais nous ne faisons aucune confiance aux Irakiens. Nous laissons transparaître que nous n'accepterons un gouvernement irakien que s'il est pro-occidental et qu'il soutient les intérêts des États-Unis, ce qui est impossible.
Il faut changer de politique et affirmer que nous quitterons le pays dès qu'un gouvernement légitime irakien émergera, même s'il n'est pas celui que nous attendions. La seule alternative à ce départ serait une demande de ce gouvernement et un mandat de l'ONU. Il faut nous efforcer à ce que ce gouvernement ne menace pas la paix et la sécurité régionale et pour cela, il faut une conférence internationale qui impliquera les pays voisins.

Shlomo Avineri

Shlomo Avineri est professeur de sciences politiques à l'université

« L'autodétermination pour moi, pas pour les autres »

Source : Jerusalem Post
Référence : « Self-determination for me, not for thee », par Shlomo Avineri, *Jerusalem Post*, 18 mai 2004.

Les récentes brutalités au Soudan commises par les milices arabes du gouvernement de Khartoum contre les populations noires du Darfour ont été qualifiées de « nettoyage ethnique » par Kofi Annan. Cette situation dramatique

hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Membre d'un institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les processus de démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

illustre l'un des principaux problèmes des politiques au Moyen-Orient : le nationalisme arabe exige l'autodétermination pour lui-même, mais la refuse aux autres.

Les Kurdes sont également un exemple de ce problème. Différents des Arabes par la langue, la culture et la tradition, ils sont oppressés depuis des décennies par les gouvernements arabes irakien et syrien (ainsi que par les gouvernements non-arabes turc et iranien) et aucune voix dans le monde arabe ne s'est élevée pour demander le droit à l'autodétermination. Il en va de même pour les Berbères en Algérie ou les chrétiens maronites du Liban. Les Arabes pensent être la seule nation à avoir droit à la souveraineté dans la région et les violences au Soudan sont à rajouter à la liste des exactions commises au nom de cette croyance.

Si un pays d'Europe centrale avait affirmé être le seul État-nation légitime il aurait, à juste titre, été qualifié de raciste. Les prétentions monopolistiques arabes sont au cœur des problèmes de la région comme elle l'avaient été en Europe avant d'être abandonnées. Le nationalisme arabe doit enfin accepter la coexistence avec d'autres mouvements nationaux.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .